

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 4 avril 2024

LE CHIFFRE A RETENIR :

830€

bruts mensuels sur 14 mois

Le nouveau salaire minimum en Grèce

Brèves régionales : La Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'espace Schengen (aéroports et ports)

Bulgarie : Prévisions macroéconomiques de printemps du ministère des Finances // Contrat entre BDZ-Passenger Services et Deutsche Bahn pour la livraison de 79 wagons d'occasion // Enquête du Parquet européen sur la construction du tunnel de Zheleznitsa // Libéralisation du marché de l'électricité pour les ménages

Chypre : Selon Eurostat, Chypre se classe parmi les cinq premiers pays de la zone euro avec l'inflation la plus faible en mars // Des spéculations persistent autour d'un investissement massif de 1,2 Md€ dans le développement du port et de la marina de Larnaca // La tour Neocleous, durabilité et innovation dans l'immobilier à Limassol

Grèce : Le salaire minimum en Grèce va être revalorisé à partir du 1er avril, passant de 780 € brut à 830€, sur 14 mois // Le taux d'inflation est de 3,4% en mars 2024 // Les risques à long terme en matière de viabilité budgétaire pour la Grèce sont faibles selon la Commission // Signature de la concession de l'autoroute Egnatia

Moldavie : En 2023, le revenu disponible mensuel moyen par habitant a progressé de +15,6% // Le taux d'activité a progressé de +3,3 pp et atteint 45,1% de la population active en 2023 // L'Union Européenne et la Moldavie prolongent leur accord sur le fret routier.

Roumanie : Le taux de chômage recule légèrement (-0,1pp), à 5,6 % // Moody's confirme sa notation souveraine de Baa3, avec perspective stable, pour la Roumanie // La société d'investissement turque Ussuri Capital prévoit de construire une aciérie // Le gouvernement a approuvé un régime d'aide d'État de 450 M€.

Brèves régionales

La Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'espace Schengen. Le 31 mars, la Bulgarie et la Roumanie sont devenus membres de l'espace Schengen : cela signifie que les règles de Schengen s'appliqueront dans ces deux États membres, y compris en ce qui concerne la délivrance de visas Schengen, et que les contrôles aux frontières aériennes et maritimes intérieures seront levés, selon le [communiqué de la Commission européenne](#). Les contrôles aux frontières terrestres sont maintenus. A l'occasion d'une [cérémonie](#) à l'aéroport de Sofia le même jour, le PM bulgare sortant Nikolai Denkov a souligné que l'adhésion du pays à l'espace Schengen par voie terrestre dépend des efforts communs des responsables politiques. Par ailleurs, le ministre de l'Economie et de l'Industrie Bogdan Bogdanov a estimé que les avantages de l'adhésion à l'espace Schengen par voie aérienne et maritime s'élèveraient à 42 M BGN/an en tenant compte du report sur les visites touristiques et la consommation du gain de temps réalisé par les touristes aux frontières. Selon le ministre, l'effet total de l'adhésion à part entière à l'espace Schengen (voies terrestres incluses) s'élèverait à environ 1,1 Md BGN/an. L'estimation prend notamment en compte le trafic des poids lourds, dont les bénéfices pour les entreprises bulgares sont estimés à 500 M BGN auxquels s'ajouteraient 540 M BGN de bénéfices supplémentaires liés aux économies de temps passé par les transporteurs aux frontières terrestres. Pour mémoire, il n'existe aucune évaluation publique disponible des avantages économiques pour la Bulgarie d'une adhésion à Schengen.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Prévisions macroéconomiques de printemps du ministère des Finances. Selon [les prévisions](#) macroéconomiques de printemps du ministère des Finances, la croissance du PIB serait de 3,2 % en 2024, après 1,8 % en 2023, soutenue par la demande intérieure. En 2024, le taux de chômage se stabiliserait pratiquement au même niveau qu'en 2023 (4,2 %). Le ministère des Finances s'attend à une réduction de l'inflation cette année : l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en moyenne annuelle diminuerait à 2,4 % en 2024 contre 8,6 % en 2023, principalement sous l'effet du ralentissement des prix des produits alimentaires et énergétiques. De 0,3 % du PIB en 2023, le compte courant passerait en territoire négatif à -1,3 % du PIB en 2024, en raison d'une hausse des importations plus importante que celle des exportations.

Actualités sectorielles

Contrat entre BDZ-Passenger Services et Deutsche Bahn pour la livraison de 79 wagons d'occasion. La compagnie publique ferroviaire BDZ-Passenger Services a signé [le 29 mars](#) un contrat avec Deutsche Bahn pour la livraison de 79 wagons voyageurs d'occasion (en circulation sur le réseau ferroviaire allemand jusqu'à 2023) dont 19 seront livrés ce mois et les 57 restants devraient être livrés au plus tard début juin. La valeur du contrat est de 15,6 M€ y compris les frais de livraison, le prix unitaire d'un wagon étant de 200 000€. D'après le ministère des Transports et des communications, grâce à cette livraison, BDZ-Passenger Services modernisera 20 % de son matériel roulant.

Enquête du Parquet européen sur la construction du tunnel de Zheleznitsa. Suite à un signal reçu par l'Agence bulgare pour la sécurité nationale, le Parquet européen [a ouvert](#) une enquête sur une affaire présumée de détournement de fonds, d'utilisation abusive de fonds de l'UE et de blanchiment d'argent liée à la construction du tunnel de Zheleznitsa ouvert à la circulation le 20 février 2024 sur l'autoroute Struma. L'Agence bulgare des infrastructures routières avait confié la mise

en œuvre du projet, cofinancé par le Fonds de cohésion européen dans le cadre du programme opérationnel « Transports et infrastructures de transport 2014-2020 », à un consortium de trois entreprises. Le contractant avait reçu environ 95,6 M€ millions d'euros, dont 85 % provenaient de fonds européens.

Libéralisation du marché de l'électricité pour les ménages. D'après le ministère de l'Énergie, malgré la libéralisation du marché pour les ménages à partir du 1er juillet 2024, le tarif de l'électricité pour les ménages restera inchangé et sera formé de deux composants : un prix de référence fixé par le Conseil des ministres et un supplément fixé par la Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau (EWRC) destiné à couvrir les dépenses des fournisseurs finaux. Si le prix de référence est inférieur au prix en bourse de l'électricité, les fournisseurs finaux qui s'approvisionneront sur le marché boursier seront indemnisés. Dans le cas contraire, ils devront verser au Fonds de sécurité du système électrique la différence entre le prix de référence et le prix en bourse. EWRC doit adopter prochainement des amendements aux règlements liés aux prix de l'électricité et à l'octroi de licences dans le secteur de l'énergie.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Selon Eurostat, Chypre se classe parmi les cinq premiers pays de la zone euro avec l'inflation la plus faible en mars, sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé. Le taux d'inflation à Chypre était de 1,6 % sur une base annuelle, contre 6,1 % en mars 2023 et contre 2,1 % en février. L'inflation à Chypre en mars était inférieure à la moyenne de la zone euro, qui a ralenti à 2,4 % en rythme annuel contre 2,6 % en février. Cependant, il convient de noter que les données de mars annoncées par Eurostat incluent toujours la réduction de la taxe sur la consommation de carburant, qui a pris fin le 1er avril 2024. L'inflation la plus faible en mars a été enregistrée en Lituanie (0,3 %), en Finlande (0,7 %) sur une base annuelle, en Lettonie (1 %), en Italie (1,3 %) et Chypre (1,6 %). À Chypre, les services ont enregistré le taux de croissance annuel le plus élevé en mars (4,2 %, inchangé par rapport à février), l'inflation des produits alimentaires s'est établie à 1,8 %, contre 2,2 % en février, et l'énergie a augmenté de -3,9 %, contre -2,3 % en février.

Actualités sectorielles

Des spéculations persistent autour d'un investissement massif de 1,2 Md€ dans le développement du port et de la marina de Larnaca.

Selon la [presse](#), les projets devaient commencer en mai ou juin ; cependant, il n'y a aucune activité au port et à la marina indiquant une intention de commencer dans un avenir proche. Kition Ocean Holdings a pris possession des clés du port et de la marina du gouvernement précédent le 1er avril 2022. Deux ans plus tard, très peu de progrès ont été réalisés. L'entreprise n'a pas encore précisé la date de début des travaux, s'inquiète le ministre des Transports, Alexis Vafeades. Le ministre a même lancé un nouvel ultimatum à l'entreprise contractante, avertissant que des mesures seraient prises conformément au contrat si les travaux ne commençaient pas en juin prochain. Le maire de Larnaca s'est également exprimé, déclarant que la ville n'acceptera pas de nouveaux retards dans les travaux. Dans ce contexte, Kition Ocean Holdings doit trouver ou compléter les investissements actuels afin d'avoir le budget nécessaire 1,2 Md€ au développement de la marina.

La tour Neocleous, durabilité et innovation dans l'immobilier à Limassol. Avec ses 12 600 mètres carrés et 26 étages d'espace de bureau et d'espaces communs, la tour sera le premier bâtiment commercial à Chypre à obtenir

la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design), une norme mondialement reconnue pour évaluer et certifier la durabilité des bâtiments. La certification LEED souligne l'importance de l'amélioration de la qualité de l'air intérieur, de la réduction des émissions chimiques et de la création d'espaces sains et confortables pour les occupants du bâtiment. En outre, la certification garantit que le bâtiment est économe en énergie et utilise moins d'eau, ce qui réduit les coûts énergétiques et hydriques. La tour Neocleous devrait être achevée au début de 2025. ([Cyprus Mail](#))

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Le salaire minimum en Grèce va être revalorisé à partir du 1er avril, passant de 780 € brut à 830€, sur 14 mois, selon des récentes annonces du Premier ministre Mitsotakis. Le montant net, après déduction des cotisations et impôts, à la charge de l'employé, s'élèvera à 705,96 €. L'augmentation du salaire minimum entraîne une augmentation de l'allocation de chômage, qui passe à 509,76€/mois. En revanche, l'augmentation n'a pas d'effet sur l'allocation de chômage de longue durée, qui s'élève à 200€/mois, cette dernière s'agissant d'un montant fixe. Le salaire minimum journalier sera aussi augmenté de 2,23 € et passera à 37,07 €. La hausse du salaire minimum, la quatrième en cinq ans, devrait bénéficier à près de 560 000 de travailleurs à travers le pays.

Le taux d'inflation est de 3,4% en mars 2024, selon une [estimation d'Eurostat](#). Dans la zone euro, l'inflation est tombée à 2,4% en mars 2024, contre 2,6 % en février 2024. Les services devraient afficher le taux annuel le plus élevé en mars (+4,0%, sans changement par rapport en février), suivis par l'alimentation, l'alcool et le tabac (+2,7%, contre +3,9% en février), les biens industriels non énergétiques (+1,1%, contre 1,6% en février) et l'énergie (-1,8% contre -3,7% en février).

Les risques à long terme en matière de viabilité budgétaire pour la Grèce sont faibles, selon [le rapport de suivi de la viabilité de la dette 2023 \(Debt Sustainability Monitor 2023, DSM\)](#), publié par la Commission européenne fin mars. Sur la base (i) des prévisions de l'automne 2023 de la Commission, (ii) de l'impact attendu des réformes mises en œuvre et (iii) des projections économiques et budgétaires à long terme du rapport sur le vieillissement 2024, le rapport DSM donne un aperçu des défis en matière de viabilité budgétaire auxquels sont confrontés les États membres de l'UE à court, moyen et long terme. Ainsi,

- A court terme, les risques en matière de viabilité budgétaire dans tous les pays de l'UE sont globalement faibles pour 2024.
- La Grèce, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie et la Finlande sont confrontés à un risque élevé de viabilité budgétaire à moyen terme (2025 – 2034). Pour la Grèce, cette classification est principalement due non à la baisse de la dette, mais à son maintien à un niveau élevé, tandis que la situation budgétaire supposée est considérée comme ambitieuse au vu des données historiques.
- Quant au long terme, les risques seraient faibles pour la Grèce, tout comme pour le Danemark, l'Estonie, la Croatie, Chypre, la Lettonie, le Portugal et la Suède, grâce notamment du coût maîtrisé du vieillissement sur le long terme et des situations budgétaires initiales favorables.

Actualités sectorielles

[La société grecque "NEA EGNATIA ODOS PARACHORISI SOCIETE ANONYME" constituée de Gek Terna S.A. et Egis Projets S.A a signé, le 29 mars dernier, le contrat de concession de l'autoroute Egnatia Odos](#) (A2/E90), le plus important PPP (partenariat public privé) signé par Egis, selon un [communiqué de l'entreprise](#) française. L'ensemble du réseau autoroutier ainsi concédé court sur près de 900 km. Le contrat de concession prévoit un important programme de travaux routiers et de modernisation des équipements d'une durée de 5 ans. Egis conforte ainsi ses activités d'exploitation en Grèce et dans le bassin méditerranéen que sont le périphérique d'Athènes (Attiki Odos), le métro automatique de Thessalonique, l'autoroute de Gebze-Izmir en Turquie et les aéroports de Larnaca et Pafos à Chypre, relève le communiqué. Nea Egnatia Odos Parachorisis, la société concessionnaire, est détenue à 75% par Gek Terna et à 25% par Egis.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

[En 2023, le revenu disponible mensuel moyen par habitant a progressé de +15,6% par rapport à 2022, \(+1,9% en termes réels\),](#) pour atteindre 4915,6 MDL (258 €). Les salaires représentent 52,5% de ce montant. Les prestations sociales constituent une part importante des revenus (20,7%). Par ailleurs, 12,7% des revenus sont générés par l'entrepreneuriat et 11,1% par les transferts de fonds de la diaspora. Le revenu moyen des populations urbaines est supérieur de 60% à celui des populations rurales.

[Le taux d'activité a progressé de +3,3 pp et atteint 45,1% de la population active en 2023,](#) soit 886 900 personnes. Le taux d'activité des hommes (49,5%) et des populations urbaines (49,8%) est nettement supérieur à celui des femmes (41,4%) et des populations rurales (41,7%). Le taux d'emploi, s'il demeure faible, a également progressé au cours de l'année écoulée (+2,6 pp), pour atteindre 43,1%, malgré la progression du taux de chômage (+1,5 pp), qui s'élève à 4,6%.

Actualités sectorielles

[L'Union Européenne et la Moldavie prolongent leur accord sur le fret routier](#) jusqu'au 31 décembre 2025. Cet accord, signé le 29 juin 2022 vise à faciliter les exportations moldaves à travers les pays de l'UE, et devait arriver à son terme le 30 juin 2024. Il a été mis en place afin de soutenir la réorientation des flux commerciaux moldaves rendue nécessaire par le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a limité l'accès du pays aux ports ukrainiens et au marché russe. Les exportations de la Moldavie vers l'UE via les axes routiers ont ainsi progressé de +35% entre le T3 2021 et le T3 2023.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le taux de chômage recule légèrement (-0,1pp), à 5,6 %, au mois de février. La Roumanie compte 466 400 demandeurs d'emploi, soit 5 600 de moins qu'en janvier. Si le marché du travail demeure résilient, le chômage a tout de même légèrement progressé au cours des 12 derniers mois, (+21 500 personnes en situation de chômage).

Moody's confirme sa notation souveraine de Baa3, avec perspective stable, pour la Roumanie. Le maintien de cette note, qui intervient un mois après une décision similaire de Fitch, est justifié par les bonnes perspectives de croissance de l'économie roumaine. L'agence de notation anticipe une croissance de l'activité de +3% en 2024 et de +3,5% en 2025, portée par la consommation et le maintien d'investissements publics et privés dynamiques, soutenus par la disponibilité des fonds européens. Les déficits jumeaux devraient cependant rester élevés en 2024, avec un déficit public estimé à -5,7% du PIB et un déficit courant à -6,6%.

Actualités sectorielles

La société d'investissement turque Ussuri Capital prévoit de construire une aciérie à faible teneur en carbone en Roumanie. Le site, dont la construction est envisagée à proximité du port de Constanta afin de faciliter les exportations, disposera d'une capacité de production de 1,2 Mt d'acier/an. Son lancement est prévu entre 2027 et 2030 et nécessitera un investissement total estimé entre 860 et 960 M€.

Le gouvernement a approuvé un régime d'aide d'État de 450 M€ afin de soutenir les investissements privés. Ce régime cible principalement les entreprises des régions les moins développées de Roumanie. Les subventions pourront bénéficier aux investissements de plus de 10 M EUR annoncés entre 2024 et 2026, pour des décaissements devant intervenir entre 2025 et 2032.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr